

Art. 5. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Juni 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

N. 96 — 1533

[C — 27403]

27 JUNI 1996. — Besluit van de Waalse Regering houdende vaststelling van de samenstelling van de overheidsdelegatie in de basisoverlegcomités van haar diensten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 83, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de wetten van 1 september 1980, 19 juli 1983, 6 juli 1989, 21 maart 1991, 20 juli 1991, 22 juli 1993 en 21 december 1994 en bij het koninklijk besluit van 10 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 42, § 1;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken.

Besluit :

Artikel 1. De in de diensten van de Waalse Regering ingestelde overheidsdelegatie in elk basisoverlegcomité bestaat uit de ambtenaren van ten minste rang A3 als werkend lid, die betrekkingen in het ambtsgebied van het comité bekleden.

De overheidsdelegatie in het basisoverlegcomité nr. IV van het Ministerie van het Waalse Gewest bestaat bovendien uit de directeur van de Directie Productie en Groot Toevoer van Water.

Art. 2. Een in artikel 1 bedoeld werkend lid wordt vervangen door de ambtenaar van de betrokken afdeling of directie, die de grootste anciënniteit heeft in de hoogste graad.

Art. 3. Het voorzitterschap van elk basisoverlegcomité wordt waargenomen door de ambtenaar met de hoogste graad die deel uitmaakt van dat comité of, indien hij afwezig of verhinderd is, door de ambtenaar, werkend lid van genoemd comité, met de grootste anciënniteit in de hoogste graad.

Art. 4. Worden opgeheven :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1989 houdende vaststelling van de samenstelling van de overheidsdelegatie in de basisoverlegcomités en in de tussencomités van overleg voor het Ministerie van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 oktober 1990;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1991 houdende vaststelling van de samenstelling van de afvaardiging van de overheid in de basisoverlegcomités voor het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheden Ambtenarenzaken behoort is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 27 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1534

[C — 31155]

25 JANVIER 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 6, 9° et 14°, 8 et 30;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 93, 4°;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés, notamment les articles 17 à 20;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 novembre 1995;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 25 janvier 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant qu'il convient de fixer sans délai des règles générales en matière de prise en charge de l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées et d'élargir les conditions d'octroi de cette aide aux personnes handicapées qui ont aussi la capacité d'assurer leur intégration sociale;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° décret : le décret du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
- 2° Fonds : le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
- 3° aide matérielle : l'aide matérielle individuelle à l'intégration sociale ou professionnelle en application de l'article 6, 14° du décret.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires prévus en la matière, une aide matérielle peut être accordée en faveur des personnes handicapées, conformément aux dispositions du présent arrêté et de son annexe.

Dans des cas ou des conditions non prévues par l'annexe du présent arrêté, le Fonds peut accorder, conformément aux dispositions du présent arrêté, une aide matérielle à concurrence de 20 % des crédits budgétaires prévus.

Art. 4. L'intervention du Fonds accordée à chaque personne handicapée dans le cadre de l'aide matérielle fait partie du processus global d'intégration sociale et professionnelle établi à leur intention en vertu de l'article 6, 1° du décret.

Le montant de l'intervention est indiqué dans chaque décision motivée relative audit processus.

Aux personnes handicapées ayant atteint l'âge de 65 ans accomplis au moment de l'introduction de la demande d'aide matérielle, celle-ci ne peut être accordée que si les frais découlent directement d'un handicap constaté avant l'âge de 65 ans.

Art. 5. Les frais exposés par les personnes handicapées en vue de leur intégration sociale ou professionnelle ne sont pas indemnisables par le Fonds si la prise en charge :

- 1° soit, peut être obtenue en vertu d'une législation de réparation ou du droit civil, notamment les dispositions en matière de responsabilité civile;
- 2° soit, relève de la compétence d'autres services publics que le Fonds, en vertu de dispositions légales, décrétales ou ordonnancielles;
- 3° soit, fait l'objet d'une intervention même partielle accordée en vertu de dispositions légales, décrétales ou ordonnancielles.

Art. 6. En aucun cas, la prise en charge ne peut porter sur :

- 1° l'appareillage pour le traitement médical ou paramédical ou pour l'entretien de la condition physique;
- 2° les services prestés par des personnes physiques ou morales sauf ceux repris en annexe du présent arrêté;
- 3° l'aide matérielle prêtée, louée ou mise en leasing auprès des personnes handicapées;
- 4° l'aide matérielle relevant de l'équipement scolaire utilisé à l'école ou équivalente à celui-ci, notamment toute aide matérielle pour suivre les cours, un minerval et des manuels, sauf si l'aide matérielle concourt directement à l'intégration de l'élève en enseignement ordinaire.

Art. 7. L'aide matérielle ne peut être accordée à la personne handicapée que pour couvrir les frais qui, en raison du handicap, sont indispensables à l'intégration sociale ou professionnelle de la personne handicapée.

Ces frais doivent constituer des dépenses supplémentaires par rapport à celles encourues par une personne valide dans des circonstances identiques.

Art. 8. Pour l'application des dispositions du présent arrêté, l'intégration sociale ou professionnelle de la personne handicapée se manifeste par l'une des possibilités suivantes :

- l'exercice d'un emploi rémunéré;
- le suivi d'une formation professionnelle;
- le suivi d'études ou d'une forme d'apprentissage reconnues par les pouvoirs publics;
- la situation des enfants qui ne sont pas encore soumis à l'obligation scolaire y est assimilée;
- l'accomplissement de démarches soutenues en vue d'être intégré sur le marché du travail;
- l'accomplissement de tâches ménagères sans aide majeure;
- la participation effective à raison d'au moins 10 heures par semaine en moyenne à des activités sociales organisées par des a.s.b.l. ou des établissements reconnus par les pouvoirs publics.

Art. 9. Afin que le Fonds statue sur la prise en charge et vérifie si les conditions et modalités prévues par le présent arrêté et par son annexe sont remplies, le demandeur doit fournir les éléments nécessaires attestant la nécessité, l'utilité et l'efficacité de l'aide matérielle en fonction du handicap, ainsi que la nature de ses activités.

Toute fausse déclaration entraîne la récupération de la prise en charge accordée.

Art. 10. Le Fonds peut prendre en charge les aides matérielles achetées à l'étranger si ces aides ne sont pas ou difficilement disponibles en Belgique. Leur coût ne peut être supérieur à celui appliqué pour des aides comparables en Belgique.

Art. 11. Si le coût d'une aide matérielle excède 20.000 francs, le Fonds peut prier le demandeur de présenter des offres de différents fournisseurs ainsi qu'une explication des fournisseurs sur l'efficacité et les caractéristiques particulières de l'aide matérielle visée.

Art. 12. La prise en charge peut couvrir en tout ou en partie les frais d'aide matérielle.

Le Fonds peut décider une prise en charge partielle sur la base d'une comparaison du coût des aides disponibles sur le marché, compte tenu des caractéristiques et qualités desdites aides; la prise en charge ne peut en aucun cas dépasser les maxima fixés dans l'annexe.

Par dérogation à l'article 5, 3° et dans les seuls cas prévus à l'annexe du présent arrêté, le montant de la prise en charge est diminué du montant de l'intervention dont le demandeur bénéficie ou peut bénéficier en vertu d'autres dispositions légales, décrétales, ordonnancielles ou réglementaires.

Le demandeur supporte 10 % du montant pris en considération par le Fonds sans que ce pourcentage puisse dépasser le montant de 3.000 F par aide matérielle, sauf si les revenus du ménage du demandeur, au moment de la demande, ne dépassent pas le revenu minimum mensuel moyen tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

Pour déterminer les revenus du ménage du demandeur, il n'est pas tenu compte des allocations familiales et de naissance, de l'allocation pour tierce personne.

Art. 13. Les achats, travaux ou services ne sont pris en charge par le Fonds que s'ils s'effectuent dans le délai de prise en charge tel que fixé éventuellement dans la décision visée à l'article 4, alinéa 2.

Aucune prestation ne peut cependant donner lieu à prise en charge que si :

1° sa date ou son achat n'est pas antérieur à la date à laquelle la personne handicapée est admise au bénéfice des dispositions du décret;

2° elle est demandée dans un délai d'un an à compter de la date de l'achat ou du début de la fourniture du service ou du début des travaux.

Les achats doivent dans tous les cas s'effectuer au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de la décision fixant le montant de l'intervention. Cette disposition n'est pas applicable aux prestations à caractère permanent. Les travaux doivent être entamés au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de la décision et s'achever dans un délai de deux ans à compter de la date de la décision.

Art. 14. Les factures des achats, travaux ou services doivent être introduites au Fonds dans les six mois à compter de la date de la facture. Toutefois, si ces factures se rapportent à des achats, travaux ou services réalisés avant la date de la décision dont question à l'article 4, alinéa 2 du présent arrêté, ce délai prend cours à partir de la date de la notification de la décision.

Art. 15. Si le Fonds constate qu'une demande de prise en charge d'une aide matérielle répond aux conditions prescrites par le présent arrêté et que, soit cette aide ne figure pas dans l'annexe du présent arrêté, soit elle y figure mais sa prise en charge ne répond pas à certaines conditions reprises à cette annexe, le Fonds peut recourir à l'avis de spécialistes ou techniciens aux fins d'apprécier la prise en charge de l'aide matérielle sollicitée, sa nécessité par rapport au handicap du demandeur et, s'il échet, d'en préciser les conditions et modalités d'intervention.

Art. 16. Les spécialistes et techniciens dont question à l'article 15 ne peuvent être liés à des fournisseurs d'aide matérielle. Ils rendent leurs avis dans le mois de la demande du Fonds. A ce titre, une indemnité forfaitaire de 1.200 francs leur est octroyée par avis conforme rendu, sauf si ces spécialistes ou techniciens relèvent d'une administration publique.

Art. 17. Dans les cas prévus à l'annexe, l'aide matérielle qui a fait l'objet d'une prise en charge par le Fonds et qui n'est plus utilisée, doit être donnée par la personne handicapée ou son ayant droit à une institution pour personnes handicapées agréée par la Commission communautaire française ou par le Fonds.

Art. 18. A la fin de chaque semestre, le Fonds présente au Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes la liste des aides matérielles octroyées au titre de l'article 3, alinéa 2.

Art. 19. Les articles 17 à 20 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés sont abrogés.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1996.

Art. 21. A titre transitoire, les dispositions visées à l'article 19 sont applicables aux demandes d'aide matérielle introduites avant le 1er janvier 1996.

L'aide matérielle éventuellement accordée ne sera alors prise en charge par le Fonds que si les achats, travaux ou services ont été effectués avant le 1er janvier 1997, sauf si une durée de validité particulière était prévue dans la décision visée à l'article 4, alinéa 2.

Bruxelles, le 25 janvier 1996.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège, chargé du Budget et des Relations internationales

Annexe à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées

1. Dispositions générales

1.1. Les conditions et les modalités d'interventions dans une aide matérielle prévues par la présente annexe sont d'application sans préjudice des dispositions de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées.

1.2. Tous les montants maxima ou de référence figurant dans la présente annexe et qui sont périodiquement révisables sont indiqués hors T.V.A. et liés à l'indice-santé de référence 118,78 d'octobre 1995.

A partir du 1er janvier 1997, ils sont adaptés annuellement chaque 1er janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice-santé décembre 1995}}{118,78}$$

Cette liaison à l'indice-santé ne s'applique pas aux modalités d'intervention dans la construction ou la transformation d'une habitation.

1.3. En vue de l'application de l'art. 12 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 dont mention sous le point 1.1., il faut entendre par revenus du ménage du demandeur : la somme des montants du revenu imposable globalement et du total des revenus imposables distinctement pris en considération pour l'imposition en matière d'impôt des personnes physiques et taxes additionnelles du demandeur, et le cas échéant, de son conjoint non séparé de fait ni de corps ou de la personne avec laquelle il est établi en ménage.

Il faut entendre par être établi en ménage, toute cohabitation entre personnes de sexe différent, sauf lorsque ces personnes sont parentes ou alliées jusqu'au troisième degré inclusivement.

Le montant des revenus du ménage du demandeur est pris en considération à la date de la demande et établi sur une base mensuelle afin d'être comparé avec le montant du revenu minimum mensuel moyen tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

1.4. En vue de l'application de l'art. 17 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 dont mention sous le point 1.1., le Fonds précise dans la décision motivée dont question l'art. 4, alinéa 2 de l'arrêté susvisé si l'aide matérielle pour laquelle le Fonds est intervenu mais qui n'est plus utilisée, fera l'objet d'un don.

Pour déterminer l'institution bénéficiaire, l'avis du Fonds est requis.

2. Aides à la communication

2.1. T.V. -loupe et vidéoscope

2.1.1. Conditions

a) Le demandeur doit présenter l'une des déficiences suivantes :

— acuité visuelle de moins de 3/10 mais égale ou supérieure à 1/100 au meilleur oeil et avec correction optimale par lunettes;

— rétrécissement du champ visuel de 10 à 20 en moyenne, bilatéral ou au meilleur oeil;

— scotomes centraux (minimum 5°) comprenant la macula ou plusieurs petits scotomes maculaires ou paramaculaires (jusque 30°);

b) la demande doit être appuyée par un rapport d'un centre de réadaptation fonctionnelle pour personnes handicapées de la vue agréé par l'I.N.A.M.I., par le Fonds ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

2.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 175 000 F.

Délai de renouvellement : 5 ans.

2.2. Optacon

2.2.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription motivée d'un médecin-spécialiste.

2.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 125 000 F.

Délai de renouvellement : 5 ans.

2.3. Phonic ear, Oticon et appareils analogues

2.3.1. Conditions

a) Le demandeur doit accuser une perte auditive moyenne de 55 db au moins à la meilleure oreille selon l'Indice de Perte Auditive calculée suivant la formule de Fournier.

b) Une prescription motivée (raisons et buts) doit être délivrée par un médecin-spécialiste ORL attaché à un centre de réadaptation fonctionnelle pour personnes handicapées de l'ouïe agréé par l'I.N.A.M.I., le Fonds ou l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées. La prescription attestera que le demandeur ou son entourage sont capables d'utiliser l'appareil. Un rapport semestriel par le prescripteur sur l'adaptation de l'enfant de moins de 6 ans est exigé.

2.3.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 50 000 F.

2.4. Miniphonator

2.4.1. Conditions

a) Le demandeur doit accuser une perte auditive de 100 db ou plus à la meilleure oreille (moyenne de Fletcher) ou une déficience auditive profonde de III^eème groupe selon la classification du "Bureau International d'Audiophonologie" (100 db deviennent 90 db pour les enfants de moins de 6 ans).

b) Une prescription motivée doit être délivrée par un spécialiste agréé en réadaptation fonctionnelle pour déficients de la parole et de l'ouïe avec un rapport consécutif à une période d'essai.

c) Le rapport d'un audiologiste doit certifier que l'appareil prothétique conventionnel ne permet pas d'amener les seuils de perception au niveau de perception de la parole.

d) Les conditions a) et b) ne sont pas requises pour les enfants souffrant en plus d'un autre handicap grave (cécité ou arriération mentale).

e) L'appareil doit s'utiliser aussi hors d'une école d'enseignement spécial ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle ou d'un I.M.P. en régime d'internat.

2.4.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 36 000 F.

2.5. Téléphone pour sourd et télécopieur

2.5.1. Téléphone pour sourd (minitel)

2.5.1.1. Conditions

Le demandeur doit faire état d'une diminution auditive moyenne de plus de 70 db à la meilleure oreille, calculée suivant l'IPA de Fournier par un médecin spécialiste ORL ou avoir subi une laryngectomie.

2.5.1.2. Modalités

Intervention dans le coût (y compris l'installation lumineuse) limité à 13 500 F.

L'intervention couvre uniquement l'appareil du demandeur, pas celui du correspondant.

2.5.2. Télécopieur**2.5.2.1. Conditions**

Voir 2.5.1.1.

2.5.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 12 000 F.

L'intervention couvre uniquement l'appareil du demandeur, pas celui du correspondant.

2.6. Machine à écrire le Braille**2.6.1. Modalités**

Intervention dans le coût (coffre compris) limité à 30 000 F.

2.7. Ordinateur et accessoires informatiques**2.7.1. Conditions**

a) En cas d'utilisation comme matériel didactique dans l'enseignement ordinaire :

il doit s'agir d'un moyen de communication écrite pour les élèves atteints de dystrophie musculaire au niveau des membres supérieurs (diminution de force, spasticité, troubles de la coordination et/ou de la sensibilité, affection articulaire, déformation morphologique,...) ou pour les aveugles et malvoyants profonds.

b) En cas d'utilisation comme matériel didactique dans l'enseignement spécial :

il doit s'agir de matériel utilisé à domicile (exercices, devoirs), sur base d'une demande dûment motivée par le directeur de l'école.

c) Dans tous les cas, une prescription d'un médecin-spécialiste est requise.

2.7.2. Modalités

a) Intervention dans le coût limité à :

— P.C. fixe : 41 000 F.

— Imprimante : 12 500 F.

— Ecran 17" ou 20" : 24 000 F. ou 49 000 F.

— Ecran 21" : 65 000 F.

— P.C. portable : 45 000 F ou 74 000 F selon que l'écran est monochrome ou couleur (lorsque la couleur est justifiée par le handicap et/ou par les logiciels utilisés).

— Barrette braille : 460 000 F.

— Synthétiseur vocal : 57 000 F.

— Carte d'agrandissement (carte Vista) : 142 000 F.

— Logiciel d'agrandissement (Zoom text +) : 28 000 F.

— Imprimante braille : 147 000 F.

— Scanner avec programme de reconnaissance optique des caractères : 163 000 F.

b) En vue de l'application de l'article 12 du présent arrêté, la contribution du demandeur s'applique à chacune des aides matérielles reprises ci-dessus.

2.8. Accessoires spécifiques pour aveugles ou malvoyants**2.8.1. Conditions**

a) En cas d'usage en éducation scolaire ou en formation professionnelle, le directeur de l'établissement doit justifier la nécessité de la demande.

b) Il doit s'agir des accessoires suivants : appareil de transformation de l'écriture Braille en écriture normale, preneur de notes, dictaphone, calculatrice parlante, traduction de livres et textes en braille, agrandissement ou scan-nage de textes.

2.8.2. Modalités

a) Intervention dans le coût limité à :

— Appareil de transformation de l'écriture Braille en écriture normale + imprimante : 62 000 F.

— Preneur de notes (bloc-note électronique) : 59 000 F.

— Dictaphone : 18 000 F.

— Calculatrice parlante : 17 500 F.

— Scannage : 46 F la page et/ou traduction en Braille : 25 F la page et/ou agrandissement de texte : 7 F la feuille.

b) En vue de l'application de l'article 12 du présent arrêté, il faut considérer par aide matérielle, le nombre total des pages ou des feuilles scannées, traduites et/ou agrandies par année scolaire ou session de formation. Par ailleurs, la contribution du demandeur s'applique à chacune des aides matérielles reprises ci-dessus.

3. Matériel pour incontinents (ouate cellulosique et culottes en plastique ou langes jetables)**3.1. Conditions**

a) Le demandeur doit fournir une prescription établissant qu'il souffre d'incontinence urinaire ou fécale suite à des lésions neurologiques médullaires ou des lésions congénitales ou acquises du bas appareil urinaire ou de l'appareil intestinal ou que son handicap est dû à un retard de développement psychomoteur ou mental.

b) Pour les personnes handicapées admises dans une école d'enseignement spécial ou dans un I.M.P., les prestations ne sont prises en charge que pendant les périodes de vacances et de congés.

c) Le matériel d'incontinence pour enfants n'est pris en charge qu'à partir de l'âge de 6 ans.

3.2. Modalités

a) Les onguents et les poudres sont exclus de toute intervention.

b) Toute décision prise en la matière est valable deux ans.

c) Intervention dans le coût limité à 29 789 F, à 14 894 F pour les personnes reprises au point 3.1., b) en externat ou en semi-internat, à 7 447 F pour les personnes reprises au point 3.1., b) en internat.

d) En vue de l'application de l'article 12 du présent arrêté, il faut considérer par aide matérielle, l'ensemble du matériel accordé pendant une année.

4. Coussin anti-escarres et peau de mouton

4.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin spécialiste motivant son usage continu; il doit être usager d'une voiturette.

4.2. Modalités

Intervention dans le coût (hors housse) jusque 13 000 F; intervention de 60 % dans la tranche supérieure à 13 000 F.

Le délai de renouvellement est fixé à 3 ans.

5. Aides à la mobilité

5.1. Voiturette

5.1.1. Conditions

a) Le demandeur doit produire la preuve du refus entier ou partiel de l'I.N.A.M.I. ou de sa mutualité.

b) Le refus d'intervention de l'I.N.A.M.I. ou de sa mutualité ne peut être imputé au demandeur.

c) Le Fonds n'intervient pas dans les frais d'achat d'une voiturette électrique ou électronique lorsque le demandeur remplit les conditions d'intervention de l'I.N.A.M.I.

d) Première voiturette :

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin spécialiste du handicap du demandeur;

e) Deuxième voiturette : elle peut faire l'objet d'une intervention du Fonds :

— quand, pendant le délai de renouvellement de la prestation accordée par l'I.N.A.M.I., une 2ème voiturette est prescrite et justifiée par un médecin spécialiste du handicap du demandeur;

— ou quand il s'agit de personnes handicapées habitant dans une institution résidentielle et qui doivent utiliser la seconde voiturette seulement à domicile, sur prescription d'un médecin spécialiste du handicap du demandeur;

— ou s'il s'agit de personnes handicapées utilisant un monolift à domicile.

f) Renouvellement de la voiturette avant la fin du délai de renouvellement prévu par l'I.N.A.M.I. :

— le demandeur doit fournir une prescription motivée d'un médecin spécialiste du handicap du demandeur attestant l'évolution du handicap à l'origine de la demande;

— ou le demandeur doit fournir une attestation d'un prestataire agréé par l'I.N.A.M.I. par laquelle il déclare que la voiturette est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

5.1.2. Modalités

a) Intervention dans le coût limité aux valeurs prévues à la nomenclature de l'I.N.A.M.I. Pour les voiturettes qui ne figurent pas à cette nomenclature, la valeur de la prestation la plus comparable y figurant est retenue.

b) Dans les cas sous le point 5.1.1., e), 2ème et 3ème tiret, le délai de renouvellement prévu à la nomenclature de l'I.N.A.M.I. doit être multiplié par 1,5 pour les personnes handicapées de plus de 18 ans au moment de la demande.

5.2. Buggy-major

5.2.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin-spécialiste. La personne handicapée doit être âgée d'au moins 5 ans.

5.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 12 000 F.

5.3. Système de levage électrique pour siège de voiturette

5.3.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin-spécialiste.

5.3.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 32 000 F.

5.4. Adaptation d'une voiture

5.4.1. Conditions

a) Toute demande d'intervention pour une adaptation qui n'est pas reprise au point 5.4.2., a) doit être accompagnée d'un rapport du C.A.R.A. (Centre d'adaptation à la route pour automobilistes handicapés).

b) Si la voiture doit être réparée ou remplacée par suite d'un accident, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois; dès lors, la personne handicapée doit prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance.

c) Le demandeur doit conduire la voiture lui-même. Cependant, une intervention est possible si le demandeur n'est que passager, seulement pour adapter l'accès à la voiture.

5.4.2. Modalités

a) Pour les adaptations ci-dessous, intervention dans le coût limité à :

— gaz et freins sous le volant	25 000 F.
— gaz et freins sur le volant	46 000 F.
— transmission semi-automatique	46 000 F.
— transmission automatique	25 000 F.
— déplacement de la pédale de gaz	10 000 F.
— siège pivotant	32 000 F.
— siège sortant du véhicule	43 000 F.
— réglage électrique du siège conducteur	25 000 F.
— déplacement des commandes électriques (systèmes COMELDIR et SATELLITE)	55 000 F.
— servo-direction	20 000 F.
— 2 vitres électriques à l'avant	12 000 F.

— rampes d'accès au véhicule.....	20 000 F.
— rails et attaches de fixation pour voiturette.....	35 000 F.
— ceinture de type harnais.....	8 000 F.
<i>b) Pour les adaptations ci-dessous, intervention dans le coût limité à :</i>	
— supplément pour modification de la direction assistée.....	30 000 F.
— système électrique d'accès (lift ou autre) à la camionnette.....	200 000 F.
— abaissement du plancher arrière.....	190 000 F.
— bras manipulateur pour introduire la voiturette dans la voiture y compris transformation de la portière latérale arrière en portière coulissante.....	170 000 F.

c) Sur voiture d'occasion, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année d'âge du véhicule, à compter de la 3^{ème} année et avec une diminution maximale de 60 %. Pour calculer l'âge de la voiture, il est tenu compte du mois et de l'année de 1^{ère} mise en circulation.

d) Délai de renouvellement : 5 ou 3 ans, selon que l'adaptation est réalisée sur une voiture neuve ou d'occasion.

e) En cas de changement de véhicule avant le délai de renouvellement, une intervention pour ce renouvellement de l'adaptation n'est possible que si le Fonds a marqué son accord préalablement au changement de la voiture. Dans ce cas, l'intervention est diminuée de 20 % par année d'anticipation.

5.5. Cours supplémentaires pour l'obtention du permis de conduire

5.5.1. Conditions

L'adaptation de la voiture ou la nature du handicap du demandeur doivent justifier des cours supplémentaires.

La demande doit être accompagnée d'une attestation motivée d'un médecin- spécialiste et d'une attestation d'une auto-école agréée établissant le nombre d'heures de cours supplémentaires nécessaires. Si le forfait de base dont question au point 5.5.2. doit être dépassé, l'auto-école en attestera de manière motivée.

5.5.2. Modalités

a) L'intervention est unique.

b) Intervention forfaitaire de base de 8 400 F (soit 6 heures); 1 400 F par heure supplémentaire éventuellement nécessaire, sans dépasser au total 15 heures.

5.6. Canne-béquilles

5.6.1. Conditions

Le demandeur doit être atteint d'une déficience locomotrice justifiant l'usage permanent de cannes. Une prescription médicale l'attestera et précisera le type d'aide ambulatoire.

5.6.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

- canne ordinaire, poignée en T : 450 F.
- canne-béquille avec appui-coude : 600 F.
- canne-béquille avec appui avant-bras : 2 500 F.
- canne ordinaire tri-ou quadripode : 1 400 F.
- canne-béquille avec appui-coude tri- ou quadripode : 2 600 F.
- canne-béquille avec appui avant-bras tri- ou quadripode : 2 900 F.
- béquilles avec appui sous aisselles : 2 150 F la paire

5.7. Chien-guide

5.7.1. Conditions

Le demandeur doit être atteint de cécité totale.

Une organisation ayant pour objet l'intégration des personnes aveugles et reconnue par les pouvoirs publics doit fournir la garantie du bon dressage du chien destiné au demandeur.

5.7.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 155 000 F.

L'intervention couvre tous les frais liés à l'acquisition du chien (notamment l'achat de l'animal, les frais de personnel, d'entretien et de dressage, les coûts divers tels que assurance et vétérinaire, éventuellement frais de séjour de la personne handicapée).

5.8. Canne blanche

5.8.1. Apprentissage des techniques de déplacement

5.8.1.1. Conditions

a) Le demandeur doit fournir l'accord de l'institution qui assurera sa formation.

Ces institutions sont :

- Ligue Braille à 1060 BRUXELLES;
- H.V.F.E. à 1040 BRUXELLES;
- Les Amis des Aveugles à 7011 GHLIN;
- I.R.S.A. à 1180 BRUXELLES.

b) Le programme d'apprentissage ne peut pas comprendre plus de 100 heures de cours à répartir sur maximum 9 mois.

c) A son terme, un rapport d'évaluation sur la formation doit être transmis par l'institution.

5.8.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 759 F par heure de formation.

5.8.2. Achat de la canne blanche

5.8.2.1. Conditions

Le demandeur doit maîtriser les techniques de déplacement ou suivre des cours dans ce but.

5.8.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 3 200 F.

6. Accompagnement pédagogique**6.1. Conditions**

a) Le demandeur doit être atteint d'un handicap auditif ou visuel qui justifie la nécessité d'un accompagnement pédagogique.

b) Le demandeur doit suivre des études du niveau universitaire ou du niveau supérieur non universitaire, reconnues par la Communauté française, ou une formation professionnelle qualifiante organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public et organisée sur les territoires, soit de la région de Bruxelles-Capitale, soit de la région de langue française.

c) L'accompagnement pédagogique doit être assuré par une structure reconnue à ce titre par le Collège de la Commission communautaire française ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

d) Un examen psychologique sur les capacités du demandeur sera requis à l'initiative du Fonds.

6.2. Modalités

a) L'intervention ne couvre que l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire (explications orales, répétition, tutelle scientifique,.....) qui a lieu en dehors des heures de cours ou de formation.

b) Intervention dans le coût limité à 650 F par heure avec un maximum annuel de 450 heures pour les déficients visuels et 600 heures pour les déficients auditifs.

c) En vue de l'application de l'article 12 du présent arrêté, il faut considérer par aide matérielle, l'accompagnement pédagogique réalisé pendant une année scolaire ou pendant une session de formation.

7. Aménagement immobilier et mobilier**7.1. Construction ou transformation****7.1.1. Conditions**

a) Le demandeur doit être atteint d'un handicap locomoteur grave qui justifie les travaux.

b) Les prescriptions en matière d'urbanisme ainsi que les normes techniques en matière d'accessibilité des logements aux personnes handicapées édictées par la Région bruxelloise doivent être respectées.

c) La personne handicapée ou son représentant légal doit être propriétaire du logement ou, à défaut, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :

— acte de bail authentique et enregistré, non résiliable par le propriétaire, d'une durée proportionnelle à l'importance de l'intervention qui peut être octroyée par le Fonds (un an par tranche de 20 398 F).

— lorsque le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant.

— en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.

d) Les travaux doivent être réalisés au domicile du demandeur.

e) Toute intervention n'est accordée qu'une seule fois. Cependant, en cas de déménagement justifié par :

— le besoin de vivre de façon indépendante (si p. ex. le premier aménagement a été réalisé dans la maison des parents),

— des nécessités professionnelles,

il peut être dérogé à cette règle et une seconde intervention est octroyée.

f) Aucune intervention n'est accordée si les travaux visent des immeubles ou logements issus d'initiatives ou de dispositions collectives et utilisées à des fins communes, ni aux parties communes de logements collectifs.

7.1.2. Modalités

a) Intervention dans le coût limité à 11 % des valeurs reprises à l'article 2, b), de l'arrêté royal du 15 juillet 1981 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires, consentis pour la construction ou l'achat, dans la Région bruxelloise, d'habitations sociales ou d'habitations y assimilées.

b) Il est tenu compte des autres avantages légaux en matière de logement (p. ex. interventions régionales, subsides à la construction ou à la rénovation de logements, etc...).

7.2. Ascenseur ou monolift**7.2.1. Conditions**

Les conditions reprises sous le point 7.1.1. sont d'application.

7.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

— 220 000 F pour un monolift,

— 300 000 F si plus d'un monolift est indispensable, ou pour un ascenseur.

7.3. Equipement complémentaire**7.3.1. Conditions**

Il doit s'agir de matériaux, d'appareils ou d'adaptations de meubles à l'exception des travaux aux biens immobiliers.

7.3.2. Modalités

a) Intervention dans le coût.

b) Le montant total des interventions pour différents équipements complémentaires est limité à 68 901 F.

7.4. Lit hydraulique ou électrique**7.4.1. Conditions**

Le demandeur doit présenter une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul ou être usager de voiturette. Une prescription par médecin-spécialiste doit accompagner la demande.

7.4.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

— lit réglable par pompe hydraulique : 40 000 F.

— lit réglable par pompe électrique : 65 000 F.

7.5. Soulève-malade**7.5.1. Conditions**

La demande doit être accompagnée d'une prescription d'un médecin-spécialiste qui précise le modèle et le justifie par rapport au handicap du demandeur.

7.5.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

1. Hydrauliques

- a) mobiles (sur roulettes) : 41 000 F.
- b) fixes (plaque de fixation comprise) : 30 000 F.
- c) lifters pour bain (siège spécial y compris) : 42 000 F.

2. Mécaniques

mobiles et fixes : 32 000 F.

3. Statiques

- a) sur pied : 7 200 F.
- b) adapté au lit : 4 000 F.

4. Electriques

- a) molift (sur roulettes) : 107 000 F.
- b) handi-move mobile (sur roulettes) : 107 000 F.
- c) handi-move sur rail : dans une pièce : 150 000 F.
dans plusieurs pièces : 200 000 F.

5. Lifter pour bain actionné par pression de l'eau ou de l'air : 49 000 F.

7.6. Siège**7.6.1. Siège de toilette****7.6.1.1. Conditions**

Le demandeur doit fournir la prescription d'un médecin.

7.6.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

1. sans roulettes

- chaise percée : 5 100 F.
- idem réglable en hauteur : 6 400 F.

2. avec roulettes : 10 100 F.

3. pour voiturette : 5 600 F.

7.6.2. Siège de douche**7.6.2.1. Conditions**

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin-spécialiste qui stipule qu'un simple siège de douche (tabouret sur quatre pieds, siège monté sur charnière et fixé au mur) ne suffit pas dans le cas spécifique.

7.6.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

- 1. Siège de douche spécial avec dossier et accoudoirs amovibles : 6 100 F.
- 2. Chaise roulante de douche munie de 4 petites roues pivotantes : 11 500 F.
- 3. Idem, avec un dispositif pour accès au W.C. : 12 700 F.

8. Petit équipement**8.1. Conditions**

a) Le demandeur doit justifier la nécessité du petit équipement destiné à lui procurer une indépendance accrue dans la vie quotidienne.

b) Son coût doit être inférieur à 4 500 F.

8.2. Modalités

a) Intervention dans les frais supplémentaires par rapport à un équipement utilisable par des personnes valides.

b) Le montant total des interventions pour de petits équipements est limité à 20 000 F par demandeur.

9. Entretien et réparations de certaines aides**9.1. Conditions**

Il doit s'agir, soit d'une voiturette (y compris le remplacement des batteries), soit d'un ascenseur ou d'un monolift, soit d'une barrette Braille, pour lesquels le Fonds a accordé son intervention.

9.2. Modalités

a) Intervention dans le coût de l'entretien limité à 10% par an de la valeur d'intervention du Fonds dans l'achat.

b) Intervention dans le coût des réparations limité à 40% de la valeur d'intervention du Fonds dans l'achat, calculés sur la durée totale d'utilisation de l'aide.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Charles PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

Hervé HASQUIN,

Président du Collège chargé du Budget et des Relations internationales

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 1534

25 JANUARI 1996. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de criteria en de wijze van de tegemoetkoming in de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapte personen of hun inschakeling in het arbeidsproces

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op de artikelen 6, 9° en 14°, 8 en 30;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 5 juli 1963 inzake de sociale reclassering van gehandicapte personen, inzonderheid op het artikel 93, 4°;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 december 1967 tot vaststelling van de criteria voor de verlening van maatschappelijke bijstand inzake de sociale reclassering van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 17 tot 20;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27-11-1995;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 25-01-1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op het artikel 3, §1;

Overwegende dat het gepast is om onverwijld de algemene regels vast te leggen wat betreft de tenlasteneming van de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapte personen of hun inschakeling in het arbeidsproces en om de voorwaarden uit te breiden voor het verlenen van die hulp aan de gehandicapte personen die zich ook sociaal kunnen integreren;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141, en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, dient men te verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces;

2° Fonds : Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces;

3° materiële hulp : de individuele hulp voor de sociale integratie of de inschakeling in het arbeidsproces, met toepassing van artikel 6, 14° van het decreet.

Art. 3. Binnen de grenzen van hiertoe voorziene begrotingskredieten, kan materiële hulp worden verleend ten gunste van gehandicapte personen, overeenkomstig de bepalingen van onderhavig besluit en zijn bijlage.

Het Fonds kan, binnen de niet door de bijlage van onderhavig besluit voorziene gevallen of voorwaarden en overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, materiële hulp verlenen tot 20% van de voorziene begrotingskredieten.

Art. 4. De hulpverlening van het Fonds aan ieder gehandicapt persoon in het kader van materiële hulp maakt deel uit van het hele proces voor de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces dat krachtens artikel 6 van het decreet voor hen werd opgesteld.

Het bedrag van de tegemoetkoming wordt bepaald bij elke met reden omklede beslissing van dit proces.

Personen die de leeftijd van 65 jaar reeds bereikt hebben bij het indienen van hun aanvraag voor materiële hulp, kunnen deze slechts genieten als de kosten rechtstreeks voortvloeien uit een handicap die werd vastgesteld voor hun 65e levensjaar.

Art. 5. De kosten waaraan gehandicapte personen blootgesteld staan teneinde sociaal of professioneel geïntegreerd te raken, zijn niet terugbetaalbaar door het Fonds als de tenlasteneming :

1° ofwel, verkregen kan worden krachtens een wetgeving voor de vergoeding of een burgerlijk recht, meer bepaald de bepalingen inzake de burgerlijke verantwoordelijkheid;

2° ofwel, onder de bevoegdheid valt van andere openbare diensten dan het Fonds, krachtens de wettelijke, decretale of ordonnantiële bepalingen;

3° ofwel, het voorwerp uitmaakt van een tegemoetkoming, zelfs gedeeltelijk, toegekend krachtens wettelijke, decretale en ordonnantiële bepalingen.

Art. 6. De tenlasteneming mag in geen enkel geval betrekking hebben op :

1° de apparatuur voor de medische of paramedische behandeling of voor het onderhoud van de fysieke conditie;

2° de diensten die verleend worden door natuurlijke of rechtspersonen, behalve deze die in de bijlage van onderhavig besluit hernomen zijn;

3° de verleende, gehuurde of geleasde materiële hulp bij gehandicapte personen;

4° de materiële hulp voor de schooluitrusting die gebruikt wordt op school of die hiermee overeenstemt, namelijk iedere materiële hulp om de lessen te volgen, het collegegeld en leerboeken, behalve wanneer de materiële hulp rechtstreeks bijdraagt tot de integratie van de leerling in het gewoon onderwijs.

Art. 7. De materiële hulp kan slechts aan de gehandicapte persoon worden toegekend om de kosten te dekken die, omwille van de handicap, onontbeerlijk zijn voor de sociale integratie of de inschakeling in het arbeidsproces van de gehandicapte persoon.

De kosten moeten bijkomende uitgaven vormen ten aanzien van die welke worden opgelopen door een gezond persoon in dezelfde omstandigheden.

Art. 8. Voor de toepassing van de bepalingen van onderhavig besluit, blijkt de sociale integratie van de gehandicapte persoon of zijn/haar inschakeling in het arbeidsproces uit één van de volgende mogelijkheden :

- de uitoefening van een bezoldigd werk;
- het volgen van een beroepsopleiding;
- studeren of een door de openbare overheden erkende opleiding volgen; de situatie van de nog niet aan de leerplicht onderworpen kinderen werd hierin opgenomen;
- het volbrengen van gesteunde pogingen om op de arbeidsmarkt ingeschakeld te worden;
- het vervullen van huishoudelijke taken zonder aanzienlijke hulp;
- tenminste 10 uur gemiddeld per week actief deelnemen aan sociale activiteiten die georganiseerd worden door v.z.w.'s of door de openbare overheden erkende instellingen.

Art. 9. Alvorens het Fonds beslist over de tenlasteneming en naziet of de door dit besluit en zijn bijlage voorziene voorwaarden en modaliteiten vervuld zijn, moet de aanvrager alle gegevens verschaffen die noodzakelijk zijn om de noodzaak, het nut en de doeltreffendheid van de materiële hulp aan te tonen in functie van de handicap, alsook de aard van de activiteiten.

Elke valse verklaring brengt de terugvordering van de toegekende vergoeding met zich.

Art. 10. Het Fonds kan de aankoop van materieel uit het buitenland ten laste nemen, voor zover deze hulpverstrekkende middelen niet of nauwelijks te verkrijgen zijn in België. Hun kostprijs mag niet hoger liggen dan deze welke wordt gebruikt voor gelijkaardige hulpmiddelen in België.

Art. 11. Als de kostprijs van een materieel hulpmiddel meer dan 200 000 BEF bedraagt, dan kan het Fonds de aanvrager verzoeken de offertes van de verschillende leveranciers voor te leggen, evenals een uitleg vanwege de leveranciers over de doeltreffendheid en de bijzondere kenmerken van de bedoelde materiële hulp.

Art. 12. De kosten van de materiële hulp kunnen volledig of gedeeltelijk gedekt worden.

Het Fonds kan beslissen tot een gedeeltelijke tenlasteneming op grond van een kostenvergelijking van de beschikbare hulpmiddelen op de markt, rekening houdend met de kenmerken en de kwaliteit van die hulpmiddelen; de tenlasteneming mag in geen enkel geval de in de bijlage vastgestelde maxima overschrijden.

In afwijking van artikel 5, 3^o en in de bijlage van onderhavig besluit bepaalde gevallen, wordt het bedrag van de tenlasteneming vermindert met de tegemoetkoming die de aanvrager geniet of kan genieten krachtens andere wettelijk, decretale, ordonnantiële of reglementaire bepalingen.

De aanvrager draagt 10% van het door het Fonds in overweging genomen bedrag, zonder dat dit percentage 3 000F overschrijdt per materieel hulpmiddel, behalve wanneer het inkomen van het gezin van de aanvrager, op het moment van de aanvraag, niet meer bedraagt dan het gemiddeld maandelijks minimuminkomen dat gewaarborgd wordt door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 welke gesloten werd binnen de Nationale Arbeidsraad.

Om het gezinsinkomen van de aanvrager vast te stellen, wordt er geen rekening gehouden met de kinderbijslag, de geboortepremies en de toelagen voor derden.

Art. 13. De aankopen, de werken of de diensten worden door het Fonds slechts ten laste genomen wanneer zij aanvang nemen binnen de termijn van de tenlasteneming, zoals eventueel vastgesteld werd door de in het artikel 4, 2^e lid, bedoelde beslissing.

Geen enkele uitkering mag nochtans aanleiding geven tot de tenlasteneming tenzij :

- 1^o de datum of de aankoop niet vroeger gebeurt dan de datum waarop de gehandicapte persoon kan genieten van de bepalingen van het decreet;
- 2^o zij aangevraagd wordt binnen het jaar na de aankoop- of begindatum van de dienstverlening of het begin van de werken.

De aankopen dienen in ieder geval te gebeuren uiterlijk binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de dag waarop het bedrag van de tegemoetkoming werd vastgesteld. Deze bepaling is niet van toepassing op de permanente uitkeringen. De werken dienen ten laatste binnen het jaar aangevat te worden te rekenen vanaf de dag van de beslissing en beëindigd binnen twee jaar te rekenen vanaf de dag van de beslissing.

Art. 14. De facturen van de aankoop, werken of diensten moeten worden ingediend bij het Fonds binnen de zes maanden na de factuurdatum. Als deze facturen echter betrekking hebben op aankopen, werken of diensten die plaatsvonden vóór de datum op dewelke de beslissing werd genomen waarvan sprake in artikel 4, 2^e lid, van onderhavig besluit, dan zal de termijn beginnen lopen vanaf de dag dat de beslissing ter kennis werd gebracht.

Art. 15. Als het Fonds tot de bevinding komt dat één aanvraag voor tenlasteneming van materiële hulp voldoet aan de door dit besluit voorgeschreven voorwaarden en dat dit hulpmiddel niet voorkomt in de bijlage of dat het er wel in voorkomt, maar dat zijn tenlasteneming niet voldoet aan sommige voorwaarden die in deze bijlage worden hernomen, dan kan het Fonds beroep doen op het advies van deskundigen of technici om zo te beslissen over de tenlasteneming van het gevraagde materiële hulpmiddel, zijn noodzaak ten aanzien van de handicap van de aanvrager en, zodoende, de voorwaarden en de wijze te bespreken waarop zal tegemoetgekomen worden.

Art. 16. De deskundigen en de technici waarvan sprake in artikel 15 mogen geen band hebben met de leveranciers van hulpmiddelen. Zij brengen hun advies uit binnen de maand na de aanvraag door het Fonds. Ten dien einde wordt hen bij unaniem advies een forfaitaire vergoeding toegekend van 1.200 frank, behalve wanneer de deskundigen of de technici horen bij een openbaar bestuur.

Art. 17. Wat betreft de in de bijlage voorziene gevallen moet het materiële hulpmiddel dat ten laste wordt genomen maar niet gebruikt wordt, teruggegeven worden door de gehandicapte persoon of zijn rechthebbende aan een door de Franse Gemeenschapscommissie of het Fonds erkende instelling voor gehandicapte personen.

Art. 18. Op het einde van ieder semester legt het Fonds aan het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen de lijst voor van alle onder artikel 3, lid 2, toegekende materiële hulpmiddelen.

Art. 19. Artikelen 17 tot 20 van het ministerieel besluit van 27 december 1967 tot bepaling van de criteria voor de tegemoetkoming in de sociale hulpverlening inzake de sociale reclassering van gehandicapte personen worden opgeheven.

Art. 20. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 1996.

Art. 21. Bij wijze van overgang worden de in het artikel 19 bedoelde bepalingen van toepassing op de aanvragen voor materiële hulpmiddelen die vóór 1 januari 1996 werden ingediend.

De materiële hulp die eventueel wordt verleend zal dan slechts ten laste worden genomen door het Fonds als de aankopen, de werken of de diensten vóór 1 januari 1997 werden verricht, behalve als er een bijzonder geldigheidsduur werd voorzien bij de in het artikel 4, lid 2, bedoelde beslissing.

Brussel, 25 januari 1996.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

voorzitter van het College belast met Begroting en Internationale Betrekkingen

Bijlage aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996 tot vaststelling van de criteria en de wijzen waarop tegemoetgekomen wordt in de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapte personen of hun inschakeling in het arbeidsproces

1. Algemene bepalingen

1.1 De in de door dit besluit voorgeschreven voorwaarden en modaliteiten waaraan tegemoetgekomen wordt, zijn van toepassing onverminderd de bepaling van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996 tot vaststelling van de criteria en de modaliteiten waarop tegemoetgekomen wordt in de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapte personen of hun inschakeling in het arbeidsproces.

1.2 Alle maximum- of referentiebedragen die voorkomen in deze bijlage en die geregeld worden herzien, staan vermeld BTW exclusief en zijn gebonden aan de referentie gezondheidsindex 118,78 van oktober 1995.

Vanaf 1 januari 1997 zullen zij elk jaar op 1 januari worden aangepast, rekening houdend met de in het hoofdstuk II van het Koninklijk Besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van de concurrentie van het land vermelde index der consumptieprijsen, volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex december 1995}}{118,78}$$

De gezondheidsindex wordt niet gebruikt wanneer er tegemoetgekomen wordt in de bouw of de verbouwing van een woning.

1.3 Met het oog op de toepassing van artikel 12 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 december 1996 waarvan sprake onder punt 1.1, dient men te verstaan onder het gezinsinkomen van de aanvrager : de som van de globale belastbare inkomstenbedragen en van het totaal van de belastbare inkomsten die afzonderlijk worden beschouwd voor het belasten van de natuurlijke personen en bijkomende taksen van de aanvrager en, desgevallend, van zijn (haar) echtgeno(o)te waarvan hij/zij feitelijk niet gescheiden leeft noch gescheiden van tafel en bed of van de persoon waarmee hij/zij samenleeft.

Men dient te verstaan onder samenleven, elke vorm van samenleving tussen personen van verschillend geslacht, behalve wanneer de personen bloedverwant zijn of verwant tot in de derde graad.

Het bedrag van het gezinsinkomen van de aanvrager wordt in beraad genomen op de dag van de aanvraag en wordt maandelijks vastgesteld zodat het vergeleken kan worden met het gemiddeld maandelijks minimuminkomen dat gewaarborgd wordt door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten op de Nationale Arbeidsraad.

1.4 Met het oog op de toepassing van artikel 17 van het besluit van de College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996 waarvan sprake onder punt 1.1, preciseert het Fonds in de met reden omklede beslissing waarvan sprake in artikel 4, 2e lid, van het bovenvermeld besluit of het materiële hulpmiddel waarvoor het Fonds is tussengekomen, maar dat niet meer gebruikt wordt, geschonken zal worden of niet.

Om de rechthebbende instelling aan te duiden, is het advies van het Fonds vereist.

2. Hulpmiddelen ter bevordering van de communicatie

2.1 T.V. - Loepe en videoscoop

2.1.1 Voorwaarden.

a) De aanvrager moet een van de volgende gebreken vertonen :

— gezichtsscherpte van minder dan 3/10, maar gelijk aan of hoger dan 1/100 aan het betere oog en met optimale correctie door middel van een bril;

— vernauwing van het gezichtsveld met gemiddeld 10 tot 20 aan beide ogen of aan het beste oog;

— centrale scotomen (minimum 5°) met inbegrip van de macula of meerdere kleine maculaire of paramaculaire scotomen (tot 30°);

b) de aanvraag moet ondersteund worden door een verslag van een revalidatiecentrum voor personen met een ooghandicap welk erkend is door het R.I.Z.I.V., door het Fonds of door het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées".

2.1.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 175 000 frank

Termijn voor de hernieuwing : 5 jaar.

2.2 Optacon

2.2.1 Voorwaarden

De aanvrager moet een voorschrift voorleggen dat door een specialist met reden omkleed is.

2.2.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 125 000 frank.

Termijn voor de hernieuwing : 5 jaar

2.3 Phonic ear, Oticon en dergelijke apparaten**2.3.1 Voorwaarden**

a) De aanvrager moet aan het beste oor tenminste een gemiddeld gehoorverlies hebben van 55 Db volgens de Maat van Gehoorverlies met de formule van Fournier.

b) Een gegrond voorschrift (redenen en doel) moet worden uitgereikt door een oor-, neus- en keelspecialist die verbonden is aan een revalidatiecentrum voor personen met een gehoorprobleem en dat erkend is door het R.I.Z.I.V., door het Fonds of door het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées". Het voorschrift vormt het bewijs dat de aanvrager of zijn omgeving in staat zijn het apparaat te gebruiken. De persoon die voorschrijft moet een zesmaandelijks verslag opstellen over de revalidatie van een kind dat jonger is dan 6 jaar.

2.3.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 50 000 F.

2.4 Miniphonator**2.4.1 Voorwaarden**

a) De aanvrager moet aan het beste oor tenminste een gemiddeld gehoorverlies hebben van 100 Db (Fletcher-gemiddelde) of een ernstig gehoorprobleem van de IIIe groep volgens de indeling van het "Bureau International d'Audiophonologie" (100 db wordt 90 db voor kinderen jonger dan 6 jaar).

b) Een met reden omkleed voorschrift moet worden uitgereikt door een specialist die erkend is voor de revalidatie van personen met gehoor- en spraakproblemen met een verslag dat wordt opgesteld na een proefperiode.

c) Het verslag van een audioloog moet verklaren dat het conventionele prothese-apparaat niet toelaat de grenzen van het gehoor op hetzelfde niveau te brengen dan die van het spraakvermogen.

d) Voorwaarden a) en b) zijn niet vereist voor kinderen die daarbij nog lijden aan een andere zware handicap (blindheid of mentale achterlijkheid).

e) Het apparaat dient ook gebruikt te worden buiten een school voor buitengewoon onderwijs of buiten een revalidatiecentrum of een geneeskundig en psychologisch instituut met een internaatstelsel.

2.4.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 36 000 frank.

2.5 Doventelefoon en fax**2.5.1 Doventelefoon (minitel)****Voorwaarden**

De aanvrager moet aan het beste oor tenminste een gemiddeld gehoorverlies hebben van 70 Db, berekend volgens de MVG van Fournier door een neus-, keel- en oorarts of moet een laryngectomie ondergaan hebben.

2.5.1.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs (met inbegrip van de verlichtingsinstallatie) is beperkt tot 13.500 frank.

De tegemoetkoming dekt enkel maar het apparaat van de aanvrager, niet het apparaat van de correspondent.

2.5.2 Fax**2.5.2.1 Voorwaarden**

Zie 2.5.1.1

2.5.2.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 12 000 frank.

De tegemoetkoming dekt enkel maar het apparaat van de aanvrager, niet het apparaat van de correspondent.

2.6 Braille-schrijfmachine**2.6.1 Modaliteiten**

De tegemoetkoming in de kostprijs (koffer inbegrepen) is beperkt tot 30 000 frank.

2.7. Computer en informatica-materiaal.**2.7.1 Voorwaarden**

a) Wanneer het in het gewoon onderwijs gebruikt wordt als didactisch materiaal :
moet het gaan om een geschreven communicatiemiddel voor leerlingen die aan musculaire dystrofie lijden op het niveau van de hogere leden (krachtvermindering, spasticiteit, coördinatie- en/of gevoelsstoornissen, gewrichtsaandoening, morfologische afwijking,...) of voor blinden en ernstige slechtzienden.

b) Wanneer het in het buitengewoon onderwijs gebruikt wordt als didactisch materiaal :
moet het gaan om materiaal dat thuis gebruikt wordt (oefeningen, taken), op grond van een behoorlijk omschreven verzoek van de schooldirecteur.

c) In alle gevallen is er een voorschrift van een geneesheer-specialist vereist.

2.7.2 Modaliteiten

- a) De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot :
- Desktop P.C. : 41 000 frank.
 - Printer : 12.500 frank.
 - Scherm 17" of 20" : 24 000 frank of 49 000 frank.
 - Scherm 21" : 65 000 frank.
 - Draagbare PC : 45 000 frank of 74 000 frank, naargelang het een monochroom of kleurenscherm is (wanneer de kleur verantwoord wordt door de handicap en/of de gebruikte programma's).
 - Braille-leeslijn : 460 000 frank.
 - Stemsynthesizer : 57 000 frank.
 - Vergrootkaart (Vistakaart) : 142 000 frank.
 - Vergrotingsprogramma (Zoom tekst +) : 28 000 frank

— Brailleprinter : 147 000 frank.

— Scanner met optische karakterherkenner : 163 000 frank

b) Met het oog op de toepassing van artikel 12 van onderhavig besluit wordt de bijdrage van de aanvrager toegepast op ieder van de hierboven vermelde materiële hulpmiddelen.

2.8. Specifieke bijhorigheden voor blinden of slechtzienden.

2.8.1 Voorwaarden

a) Wanneer deze gebruikt worden tijdens de onderwijsperiode of tijdens een beroepsopleiding moet de directeur van de instelling de noodzaak van de aanvraag verantwoorden.

b) Het moet gaan om de volgende bijhorigheden : toestel dat Braille-schrift omzet in normaal schrift, maker van aantekeningen, dictafoon, sprekend rekenmachine, vertaling van Braille-boeken en -teksten, vergroten of scannen van teksten.

2.8.2 Modaliteiten

a) De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot :

— Toestel dat Braille-schrift omzet in normaal schrift + printer : 62 000 frank

— Maker van aantekeningen (electronische blocnote) : 59 000 frank

— Dictafoon : 18 000 frank

— Sprekend rekenmachine : 17.500 frank

— Scanning : 46 frank per blad en/of vertaling in Braille : 25 frank per blad en/of vergroting tekst : 7 frank per blad.

b) Met het oog op de toepassing van artikel 12 van onderhavig besluit, dient men onder materiële hulp te verstaan, het totaal aantal gescande, vertaalde en/of vergrote bladzijden of bladen per schooljaar of opleidingsles. De bijdrage van de aanvrager wordt trouwens toegepast op ieder van de hierboven vermelde hulp in de vorm van materiële goederen.

3. Materieel voor incontinenten personen (cellulosewatten en plastic onderbroekjes of wegwerpluiers)

3.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet een voorschrift voorleggen welk aantoon dat hij lijdt aan urologische of faecale incontinentie ten gevolge van neurologische mergletsels of aangeboren letsels of letsels die opgelopen zijn aan het onderste urine- en darmstelsel of dat zijn handicap te wijten is aan een achterstand van de psychomotorische of geestelijke ontwikkeling.

b) Voor de personen die school lopen in het buitengewoon onderwijs of opgenomen zijn in een geneeskundig en psychologisch instituut, worden de uitkeringen slechts ten laste genomen tijdens de vakantie- en verlofperiodes.

c) Het materieel voor de incontinentie van kinderen wordt enkel maar ten laste genomen vanaf het 6e levensjaar.

3.2 Modaliteiten

a) In de zalven en poeders wordt niet tegemoetgekomen.

b) Elke beslissing terzake is twee jaar geldig.

c) De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 29.789 frank, tot 14.894 frank voor de personen vermeld in punt 3.1, b) in externaat of in semi-internaat, tot 7.447 frank voor de personen vermeld in punt 3.1 b) in internaat.

d) Met het oog op de toepassing van het artikel 12 van onderhavig besluit, moet men verstaan onder hulp in de vorm van materiële goederen, al het materieel dat wordt toegestaan gedurende één jaar.

4. Anti-decubituskussen en schapevacht

4.1 Voorwaarden

De aanvrager moet een voorschrift voorleggen van een geneesheer-specialist waarin de redenen vermeld staan om het nog steeds te gebruiken; hij moet een rolwagentje gebruiken.

4.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs (zonder hoes) tot 13 000 frank; er wordt voor 60% tegemoetgekomen in het deel dat hoger ligt dan 13 000 frank.

De termijn voor de hernieuwing is vastgelegd op 3 jaar.

5. Hulpmiddelen voor de mobiliteit.

5.1 Rolwagentje

5.1.1 Voorwaarden

a) De aanvrager moet het bewijs leveren van de volledige of gedeeltelijke weigering door het RIZIV of door zijn mutualiteiten.

b) De weigering van de tegemoetkoming van het RIZIV of de mutualiteit is niet de schuld van de aanvrager.

c) Het Fonds komt niet tegemoet in de aankoop van een kleine elektrische of electronische rolwagen wanneer de aanvrager voldoet aan de voorwaarden om de tegemoetkoming te genieten van het RIZIV.

d) Eerste rolwagentje :

De aanvrager moet een voorschrift voorleggen van een geneesheer die specialist is op het gebied van de handicap van de aanvrager ;

e) Tweede rolwagentje : er kan worden tegemoetgekomen door het Fonds :

— wanneer er, gedurende de hernieuwingsperiode van de uitkering toegestaan door het RIZIV, een 2e rolwagentje wordt voorgeschreven en verantwoord door een geneesheer die specialist is op het gebied van de handicap van de aanvrager;

— of wanneer het gaat om gehandicapte personen die in eenzelfde verblijfsinstelling wonen en die het tweede rolwagentje slechts thuis gebruiken, op voorschrift van de geneesheer die specialist is op het gebied van de handicap van de aanvrager;

— of wanneer het gaat om gehandicapte personen die thuis een monolift gebruiken.

f) Vernieuwing van het rolwagentje vóór het einde van de hernieuwingsperiode die voorzien is door het RIZIV :
 — De aanvrager moet een gemotiveerd voorschrift indienen van een geneesheer die specialist is op het gebied van de handicap van de aanvrager waarin het verloop van de oorspronkelijke handicap wordt aangetoond;

— of de aanvrager moet een attest voorleggen van een door het RIZIV erkende hulpverlener waarin staat dat het rolwagentje onherstelbaar is en dat de slijtage niet te wijten is aan een onjuist of brutaal gebruik ervan.

5.1.2 Modaliteiten

a) De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot de in de nomenclatuur van het RIZIV voorziene waarden. Voor de rolwagentjes die hierin niet voorkomen, wordt de waarde van de meest vergelijkbare verstrekking die erin voorkomt, weerhouden.

b) In de gevallen onder punt 5.1.1, e), tweede en derde streepje, moet de in de nomenclatuur van het RIZIV voorziene vernieuwingsperiode vermenigvuldigd worden met 1,5 voor de gehandicapte personen ouder dan 18 jaar op het ogenblik van de aanvraag.

5.2 Buggy-major

5.2.1 Voorwaarden

De aanvrager moet een voorschrift indienen van een geneesheer-specialist. De gehandicapte persoon moet tenminste vijf jaar oud zijn.

5.2.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 12 000 frank.

5.3 Electrisch ophaalsysteem voor rolwagentzetel.

5.3.1 Voorwaarden

De aanvrager moet een voorschrift indienen van een geneesheer-specialist.

5.3.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 32 000 frank.

5.4 Aanpassing van een wagen

5.4.1 Voorwaarden

a) Iedere aanvraag voor de tegemoetkoming in de aanpassing welke niet hernomen is in het punt 5.4.2, a) dient vergezeld te zijn van een verslag van het C.A.R.A (Centrum voor de aanpassing aan het rijden van gehandicapte automobilisten).

b) Indien de wagen hersteld of vervangen moet worden ten gevolge van een ongeluk, zal de aanpassing geen tweemaal ten laste worden genomen; op dat ogenblik moet de gehandicapte persoon de nodige maatregelen nemen wat betreft de verzekering.

c) De aanvrager moet zelf met de wagen rijden. Er kan echter wel tegemoetgekomen worden als de aanvrager slechts passagier is, enkel om de toegang tot de wagen aan te passen.

5.4.2 Modaliteiten

a) Voor de aanpassingen hieronder wordt de tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot :

— gas en remmen onder het stuur	25 000 F
— gas en remmen op het stuur	46 000 F
— half-automatische koppeling	46 000 F
— automatische koppeling	25 000 F
— verplaatsing van het gaspedaal	10 000 F
— draaiende zetel	32 000 F
— zetel die uit het voertuig kan	43 000 F
— elektrische bediening van de zetel van de bestuurder	25 000 F
— verplaatsing van de elektrische bediening (systeem COMELDIR en SATELLITE)	55 000 F
— Stuurbevestiging	20 000 F
— 2 elektrische ruiten vooraan	12 000 F
— Hellend vlak om in de wagen te geraken	
— rails en vasthechtingsriemen voor rolwagentje	35 000 F
— Broekachtige veiligheidsriem	

b) Voor de aanpassingen hieronder wordt de tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot :

— supplement voor de wijziging van de stuurbevestiging	30 000 F
— electrisch instapsysteem (lift of ander) voor de bestelwagen	200 000 F
— neerlaten van de achterste plank	190 000 F
— Manipuleerbare arm om de rolstoel in de wagen te laden met inbegrip van de omvorming van de zijdeur achteraan in een schuifdeur	170 000 F

c) Op een tweedehandswagen wordt de tegemoetkoming met 20% verminderd per leeftijdsjaar van de wagen, te rekenen vanaf het derde jaar en met een maximale vermindering van 60%. Om de ouderdom van de wagen te berekenen, wordt er rekening gehouden met de maand en het jaar waarin de wagen voor het eerst in het verkeer werd gesteld.

d) Periode voor de vernieuwing : 5 of 3 jaar, naargelang de aanpassing gebeurde op een nieuwe wagen of een tweedehandswagen.

e) Wanneer de wagen vervangen wordt vóór de vernieuwingsperiode, kan er slechts worden tegemoetgekomen in de vernieuwing van de aanpassing indien het Fonds zijn akkoord verleend heeft vóór de vervanging van de wagen. In dit geval wordt de tegemoetkoming verminderd met 20% per jaar vóór de vernieuwing.

5.5 Aanvullende lessen voor het behalen van een rijbewijs**5.5.1 Voorwaarden**

De aanpassing van de wagen of de aard van de handicap van de aanvrager moeten de aanvullende lessen verantwoorden.

De aanvraag dient vergezeld te zijn van een gemotiveerd attest van een geneesheer-specialist en een getuigschrift van een erkende rijsschool waarop het aantal noodzakelijk aanvullende lesuren vermeld staat. Als het vooropgesteld forfaitair bedrag waarvan sprake in punt 5.5.2 overschreden moet worden, dan zal de rijsschool dit met voldoende redenen aanduiden.

5.5.2 Modaliteiten

- a) De tegemoetkoming is eenmalig.
- b) Het forfaitair bedrag van de tegemoetkoming is vastgesteld op 8 400 frank (hetzij 6 lesuren); 1 400 frank per noodzakelijk aanvullend lesuur, zonder meer dan 15 lesuren in totaal te overschrijden.

5.6 Wandelstok - Krukken**5.6.1 Voorwaarden**

De aanvrager moet lijden aan een motorische stoornis, waardoor het permanent gebruik van wandelstokken gerechtvaardigd wordt. Een medisch getuigschrift moet dit staven en moet het type ambulante hulpverlening nader omschrijven.

5.6.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot :

- gewone wandelstok, handvat in T-vorm : 450 F
- wandelstok-kruk met elleboogsteun : 600 F
- wandelstok-kruk met steun voor voorarm : 2 500F
- gewone wandelstok met drie of vier steunen : 1 400 F
- gewone wandelstok met drie of vier steunen en met elleboogsteun : 2 600F
- gewone wandelstok met drie of vier steunen en met steun voor voorarm : 2 900F
- krukken met steun onder de oksel : 2 150F het paar

5.7 Blindengeleidehond**5.7.1 Voorwaarden**

De aanvrager moet volledig blind zijn.

Een instelling die instaat voor de integratie van blinden en die erkend is door de openbare overheden moet borg staan voor de goede dressuur van de hond voor de aanvrager.

5.7.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 155 000 F

De tegemoetkoming dekt alle kosten die voortvloeien uit de aankoop van de hond (meer bepaald de aankoop van het dier, de personeels-, onderhouds- en dressuurkosten, allerlei kosten zoals voor de verzekering en de veearts, eventuele verblijfskosten van de gehandicapte persoon).

5.8 Blindenstok**5.8.1 Het aanleren van de technieken om zich te verplaatsen****5.8.1.1 Voorwaarden**

a) De aanvrager moet de goedkeuring krijgen van de instelling die instaat voor zijn opleiding en moet deze voorleggen.

Deze instellingen zijn :

- Braille-Liga te 1060 BRUSSEL;
- H.V.F.E. te 1040 BRUSSEL;
- Les Amis des Aveugles te 7011 GHLIN;
- I.S.R.A. te 1180 BRUSSEL.

b) Het leerprogramma mag niet meer dan 100 lesuren omvatten die maximaal over 9 maanden gespreid liggen.

c) Op het einde hiervan moet er een beoordelingsverslag worden opgemaakt en doorgezonden door de instelling.

5.8.1.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 759 F per opleidingsuur.

5.8.2 Aankoop van de blindenstok**5.8.2.1 Voorwaarden**

De aanvrager moet de technieken kennen om zich te verplaatsen of moet ten dien einde lessen volgen.

5.8.2.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 3 200F.

6. Pedagogische begeleiding**6.1 Voorwaarden**

a) De aanvrager moet lijden aan een auditieve of visuele handicap welke de noodzaak van een pedagogische begeleiding rechtvaardigt.

b) De aanvrager moet universitaire studies volgen of studies in het hoger onderwijs buiten de universiteit welke erkend zijn door de Franse Gemeenschap of een georganiseerde degelijke beroepsopleiding welke erkend zijn of gesubsidieerd worden door een openbare overheid en georganiseerd op het grondgebied van ofwel het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ofwel het Franstalig gebied.

c) De pedagogische begeleiding moet verzekerd worden door een instelling die hiertoe erkend werd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie of door het Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

d) Een psychologisch onderzoek over de capaciteiten van de aanvrager zal verplicht zijn op verzoek van het Fonds.

6.2 Modaliteiten.

a) De tegemoetkoming dekt slechts de specifieke pedagogische hulp aan de student of aan de stagiair (mondelinge uitleg, repetitie, wetenschappelijk begeleider,...) welke verleend wordt buiten de les- of opleidingsuren.

b) De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 650 frank per lesuur met een jaarlijks maximum van 450 uren voor de slechthorenden en 600 uren voor de slechthorenden.

c) Met het oog op de toepassing van artikel 12 van onderhavig besluit, dient men te verstaan onder hulpverlening in de vorm van materiële goederen, de pedagogische begeleiding die werd gegeven tijdens het schooljaar of tijdens een opleidingssessie.

7. Inrichting van een onroerend en roerend goed.

7.1 Bouw of verbouwing.

7.1.1 Voorwaarden

a) De aanvrager moet aan een zware motorische stoornis lijden welke de werkzaamheden rechtvaardigt.

b) De stedenbouwkundige voorschriften alsook de technische normen voor de toegang naar de woningen van gehandicapte personen welke uitgevaardigd werden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, moeten worden nageleefd.

c) De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger moet eigenaar zijn van de woning of, zoniet, bepaalde garanties verkrijgen van de eigenaar over de duurzaamheid van de huur zoals :

— een authentiek en geregistreerd huurcontract hetwelk de eigenaar niet kan opzeggen en voor een termijn die evenredig is aan het belang van de eventueel door het Fonds toegekende tegemoetkoming (één jaar per schijf van 20.398F).

— wanneer de eigenaar aanverwant of verwant is in de eerste of de tweede graad, dan volstaat een geschreven verbintenis.

— daarnaast moet de eigenaar zijn schriftelijk akkoord geven over de uit te voeren aanpassingen.

d) De werken moeten in het huis van de aanvrager worden uitgevoerd.

e) Iedere tusenkomst wordt maar één maal toegekend. Nochtans kan in het geval van een verhuis die verantwoord wordt door :

— de behoefte om zelfstandig te leven (als bv. de eerste verbouwing gebeurde in het ouderlijk huis),

— beroepsvereisten,

dan kan er worden afgeweken van deze regel en een tweede tegemoetkoming worden toegekend.

f) Er kan niet meer tegemoetgekomen worden indien de werken betrekking hebben op gebouwen of woningen die er kwamen op initiatief en door maatregelen van de gemeenschap en bestemd voor gemeenschappelijke doeleinden noch aan de gemeenschappelijke vertrekken in de groepswoningen.

7.1.2. Modaliteiten

a) De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot 11% van de in het artikel 2 b) van het Koninklijk Besluit van 15 juli 1981 betreffende het verlenen van de staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Brussels Gewest, hernomen waarden.

b) Er wordt rekening gehouden met andere wettelijke voordelen op het vlak van huisvesting (bv. gewestelijke tegemoetkomingen, toelagen voor het bouwen of renoveren van woningen,...).

7.2. Lift of monolift

7.2.1 Voorwaarden

De voorwaarden vermeld onder 7.1.1 zijn van toepassing.

7.2.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot :

— 220 000 F voor een monolift,

— 300 000 F indien meer dan een monolift noodzakelijk is of voor een lift.

7.3 Bijkomende uitrusting

7.3.1 Voorwaarden

Het moet gaan om materialen, toestellen of aanpassingen van meubels met uitzondering van de werken aan onroerende goederen.

7.3.2 Modaliteiten

a) De tegemoetkoming in de kostprijs.

b) Het totaal bedrag van de tegemoetkomingen voor verschillende bijkomende uitrustingen is beperkt tot 68 901 F.

7.4 Hydraulisch of elektrisch bed

7.4.1 Voorwaarden

De aanvrager moet aan een ernstig neurologisch gebrek lijden dat hem verhindert zich alleen rechtop te gaan zitten of alleen op te staan of moet rolstoelpatiënt zijn. De aanvraag moet vergezeld zijn van een voorschrift van een geneesheer-specialist.

7.4.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot :

— bed regelbaar door hydraulische pomp : 40 000 F

— bed regelbaar door elektrische pomp : 65 000 F

7.5 Ijzeren verpleegster

7.5.1 Voorwaarden

De aanvraag moet vergezeld zijn van een voorschrift van een geneesheer-specialist dat het model bepaalt en dit rechtvaardigt ten aanzien van de handicap van de aanvrager.

7.5.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot :

1. De hydraulische

- a) mobiele (op wieltjes) : 41 000 F
- b) vaste (met inbegrip van de vasthechtingsplaat) : 30 000 F
- c) badlifters (met inbegrip van een speciale stoel) : 42 000 F

2. De mechanische

mobiele en vaste : 32 000 F

3. De statische

- a) op voet : 7 200 F
- b) aangepast aan het bed : 4 000 F

4. De elektrische

- a) monolift (op wieltjes) : 107 000 F
- b) handi-move mobile (op wieltjes) : 107 000 F
- c) handi-move op rail : in één stuk : 150 000 F

in meerdere stukken : 200 000 F

5. Een badlifter dat werkt op water- en luchtdruk : 49 000 F

7.6 Zetel**7.6.1 Toiletzetel****7.6.1.1 Voorwaarden**

De aanvrager moet het voorschrift voorleggen van een geneesheer.

7.6.1.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot :

1. zonder wieltjes

- kamerstoel : 5 100 F
- idem maar regelbaar in de hoogte : 6 400 F

2. met wieltjes : 10 100 F

3. voor rolstoelen : 5 600 F

7.6.2 Douchezetel**7.6.2.1 Voorwaarden**

De aanvrager moet het voorschrift voorleggen van een geneesheer-specialist dat bepaalt dat een eenvoudige douchezetel (kruk op vier poten of stoel bevestigd aan de muur met scharnier) niet volstaat in dit specifiek geval.

7.6.2.2 Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kostprijs is beperkt tot :

- 1. Speciale douchezetel met verwijderbare rug- en armleuningen : 6 100 F
- 2. Doucherolstoel voorzien van vier kleine draaiende wielen : 11 500 F
- 3. Idem, maar met een voorziening om naar het toilet te gaan : 12 700 F

8. Kleine uitrusting**8.1 Voorwaarden**

a) De aanvrager moet de noodzaak rechtvaardigen van de kleine uitrusting welke hem een grotere zelfstandigheid moet bieden in het dagelijks leven.

b) De kostprijs moet lager liggen dan 4 500 F.

8.2 Modaliteiten

a) De tegemoetkoming in de bijkomende kosten ten aanzien van een uitrusting welke kan gebruikt worden door validen.

b) Het totaal bedrag van de tegemoetkomingen voor kleine uitrustingen is beperkt tot 20 000 F per aanvrager.

9. Onderhoud en herstellingen van bepaalde hulpmiddelen.**9.1 Voorwaarden**

Het moet gaan, hetzij om een rolstoel (met inbegrip van de vervanging van de batterijen), hetzij om een lift of een monolift, hetzij om een Braille-leeslijn, waarvoor het Fonds zijn tegemoetkoming heeft toegekend.

9.2 Modaliteiten

a) De tegemoetkoming in de onderhoudskost is beperkt tot 10% per jaar van de waarde van de tegemoetkoming van het Fonds in de aankoop.

b) De tegemoetkoming in de kostprijs van de herstellingen is beperkt tot 40% van de waarde van de tegemoetkoming van het Fonds in de aankoop, berekend over de totale gebruiksduur van het hulpmiddel.

Gezien om toegevoegd te worden aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996 tot vaststelling van de criteria en de wijze van de tegemoetkoming in de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapte personen of hun inschakeling in het arbeidsproces.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Charles PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

Hervé HASQUIN,

Voorzitter van het College belast met Begroting en Internationale Betrekkingen